

MARDI 30 DECEMBRE 2014

2015, l'année noire

- = 2015 verra l'effondrement complet du monde occidental tel qu'on l'a connu depuis 1945 p.2
- = Alerte ! Importants mouvements de capitaux juste avant Noël, soyez préparés ! p.7
- = La malédiction... p.9
- = NOS ÉDILES PRIS À LEUR PROPRE PIÈGE p.10
- = L'avenir de la Grèce... et le nôtre p.12
- = Moscou envisage l'attaque nucléaire en cas d'agression p.16
- = La Grèce entre Charybde et Tsipras p.17
- = Petit Papa Noël, tu vas avoir fort à faire p.18
- = La lente montée en puissance de l'éolien offshore p.20
- = Monkey's Weekly Rewind - Episode 64 p.23
- = Comment la baisse du prix du pétrole va redistribuer les cartes de la croissance mondiale en 2015 p.26



VIDÉOS du JOUR

Olivier Delamarche : 1% de croissance, on y arrivera avec la drogue et la prostitution...

par dgomez mardi 30 décembre 2014 Agoravox



Olivier Delamarche s'est penché sur les chiffres PIB et la croissance qui sont selon lui arrangés de façon à faire croire que tout va mieux ! La croissance en 2015 à base de drogue et de prostituées :

<http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/la-minute-d-olivier-delamarche-1percent-de-croissance-on-y-arrivera-avec-la-drogue-et-la-prostitution-2912-379211.html>

et

<http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-delamarche-marches-financiers-quel-bilan-pour-2014-2912-378928.html>

CHARLES SANNAT



- 1- <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/la-minute-de-charles-sannat-un-retour-vers-des-craintes-d-explosion-de-l-europe-2212-376825.html>
- 2- <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-anger-vs-charles-sannat-12-hausse-du-cac-40-comment-expliquer-ce-rebond-2212-376492.html>
- 3- <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-anger-vs-charles-sannat-22-bce-un-ge-des-janvier-2015-2212-376514.html>
- 4- <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/la-minute-de-charles-sannat-ce-qui-est-inquietant-c-est-que-l-argent-n-a-plus-de-prix-2811-361498.html>
- 5- <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/charles-sannat-vs-thibault-pracbay-12-la-zone-euro-fait-un-pas-de-plus-vers-la-dacflation-2811-361149.html>
- 6- <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/charles-sannat-vs-thibault-prebay-22-quels-seront-les-effets-de-la-chute-des-cours-du-petrole-sur-l-economie-2811-361156.html>
- 7- <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/charles-sannat-la-robotisation-va-priver-la-masse-de-travail-359235.html>
- 8- <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/charles-sannat-la-nature-meme-du-capitalisme-est-deflationniste-359234.html>
- 9- <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/nicolas-doze-les-experts-12-2511-358659.html>
- 10- <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/nicolas-doze-les-experts-22-avec-charles-sannat-2511-358750.html>



2015 verra l'effondrement complet du monde occidental tel qu'on l'a connu depuis 1945

GEAB jeudi 18 décembre 2014 [REPRISE]

Depuis près de deux ans, en combinant divers angles (spéculatifs, géopolitiques, technologiques, économiques, stratégiques, monétaires...), nous n'avons cessé d'anticiper une crise majeure de tout le secteur pétrolier. Aujourd'hui, plus personne ne doute du fait que nous y sommes bien, et le GEAB se doit donc d'anticiper les conséquences de cette véritable bombe atomique qui commence à souffler tous les piliers de l'ancien système : monnaie internationale telle qu'on l'a connue, marchés financiers tels qu'on les a connus, États-Unis tels qu'on les a connus, alliance occidentale telle

qu'on l'a connue, gouvernance mondiale telle qu'on l'a connue, démocratie telle qu'on l'a connue, etc.

« Crise systémique globale : la fin de l'Occident tel qu'on le connaît depuis 1945 »

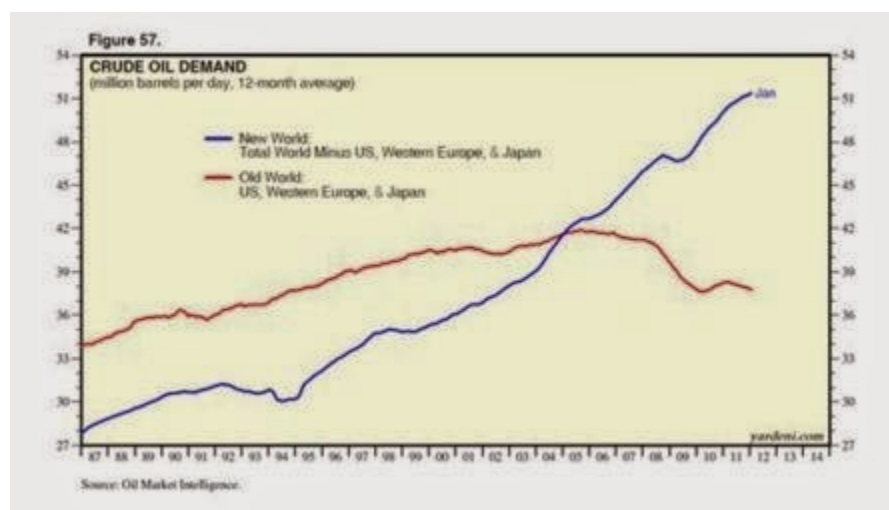
Nous souhaitons ici faire un retour sur l'anticipation historique du GEAB, celle de Franck Biancheri en février 2006, qui annonçait le déclenchement d'une crise systémique globale sous le titre La fin de l'Occident tel qu'on le connaît depuis 1945 (1). Ce monde occidental aura donc mis neuf ans à s'effondrer (ou sept ans, si l'on fait débiter le processus avec la crise des subprimes de 2008 comme il est de rigueur de le faire)... Durant ces neuf années, le GEAB a fait œuvre de pédagogie de la crise dans le but avoué de contribuer à relever toutes les solutions qui existaient pour en sortir le plus rapidement et le moins douloureusement possible. Apparemment, en dehors du travail effectué par les BRICS qui, comme anticipé également dans le GEAB, ont abattu une tâche énorme pour poser les fondements du monde de demain, le monde occidental, quant à lui, a bien fait ici et là quelques efforts dont nous décelons les signes par endroits. Mais, en cette fin 2014, et à l'issue de l'énorme déstabilisation causée par le crash des relations euro-russes dans la crise ukrainienne, notre équipe a beaucoup de mal à se projeter dans un scénario positif pour l'année à venir.

2015 va pourtant consacrer l'effondrement complet du monde occidental tel qu'on l'a connu depuis 1945. Ce sera un gigantesque ouragan qui va souffler et faire tanguer la planète entière, mais les points de ruptures se situent dans le « Port de l'Occident », qui n'est plus un port depuis longtemps, mais va clairement se révéler en 2015 avoir été l'œil du cyclone, comme nous n'avons cessé de le répéter depuis 2006. Alors que certains bateaux tentaient de prendre le large, la crise ukrainienne a eu pour effet d'en ramener une partie au port et de les ré-amarrer fermement. Malheureusement, c'est le port lui-même qui secoue les bateaux et ce sont ceux dont les amarres sont les plus solides qui casseront les premiers. Nous pensons bien sûr à l'Europe au premier plan, mais plus encore à Israël, aux marchés financiers et à la gouvernance mondiale.

La paix est bien entendu en jeu, une paix qui n'est d'ailleurs plus qu'un vain mot. Demandez à la Chine, à l'Inde, au Brésil, à l'Iran, etc., si l'Occident véhicule encore une quelconque image de paix. Quant aux valeurs démocratiques, ce que nous en montrons fait plus office de repoussoir que de modèle... au point que le principe universel de démocratie est relégué au rang des concepts culturellement relativisables et finit par servir les agendas anti-démocratiques de tout acabit, en Europe et ailleurs. Et pourtant ce n'est pas le principe démocratique qui pose problème (il faut au contraire en réinventer les modes d'application, en partenariat avec les nouvelles puissances émergentes), mais bien l'incapacité des Occidentaux à avoir su adapter sa mise en œuvre aux nouvelles caractéristiques sociétales (émergence d'entités supranationales de facto politiques, Internet qui transforme la structure sociale).

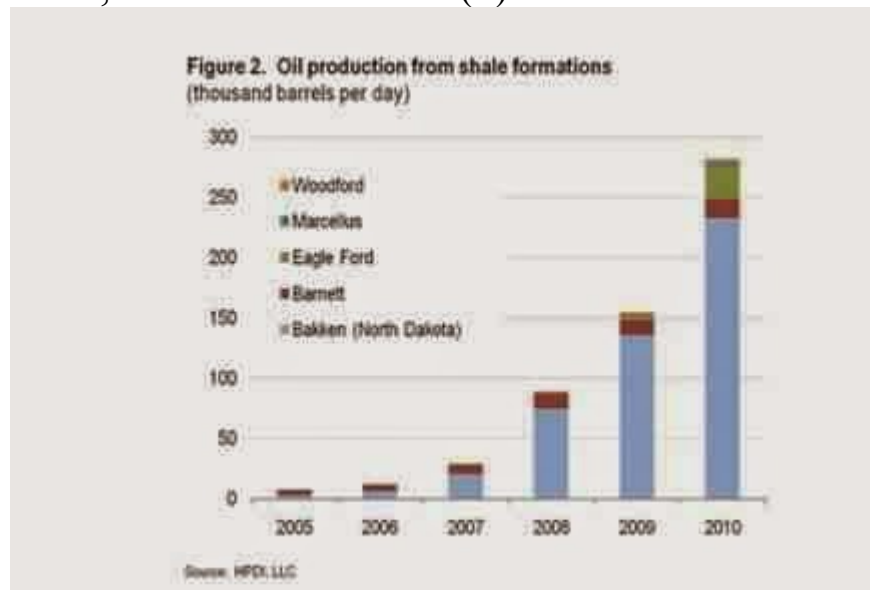
La crise pétrolière est systémique parce qu'elle est liée à la fin de l'ère du tout-pétrole

Revenons également un instant sur les principales caractéristiques de cette crise systémique pétrolière telle que nous l'avons analysée. De manière très résumée, et afin de faire ressortir la nature systémique de cette crise pour mieux asseoir la suite de nos anticipations, c'est le système de gouvernance mondiale du marché du pétrole, l'OPEP, qui a été mis à mal. Les États-Unis, qui en étaient les maîtres jusqu'en 2005 (2) environ, ont vu arriver les émergents dont les niveaux de consommation en faisaient inévitablement des co-maîtres.



Consommation de pétrole : en rouge, par les États-Unis, l'Europe occidentale et le Japon ; en bleu, par le reste du monde. Source : Yardeni / Oil market intelligence.

Il aurait fallu bien sûr acter ce changement par une réforme du système antérieur de gouvernance pour mettre tout le monde dans le même club. Au lieu de cela, effrayés à l'idée d'une augmentation des cours du pétrole à laquelle l'économie américaine, totalement dépendante de cette matière première (contrairement à l'Europe) faute d'avoir investi de manière significative et coordonnée dans les énergies renouvelables notamment, était incapable de résister, les États-Unis ont décidé de briser toute logique de coordination mondiale en créant un marché concurrent, le marché du schiste, destiné à faire baisser les prix. On sait malheureusement à quoi aboutit généralement la compétition en matière d'accès aux ressources énergétiques... l'Europe, au moins, est censée le savoir (3).



Production de pétrole de schiste aux États-Unis - Source : HPDI, LLC

À cette rupture majeure de tendance, se combine une autre tendance lourde, bien peu évoquée actuellement dans les médias, celle de la fin du pétrole comme source principale d'énergie de l'économie mondiale. Et c'est ce deuxième facteur qui rend la situation totalement incontrôlable actuellement. Les cours dévissent parce que l'ère du pétrole se termine et personne n'y peut rien. Nous l'avons anticipé il y a plusieurs mois (4) : la Chine se prépare à un parc automobile tout-électrique (5), et, ce faisant, fera passer le parc automobile mondial au tout-électrique - une fois que la technologie sera au

point et que la massification sera inéluctable, tout le monde passera en effet à l'électrique. Nous avons anticipé que cette transformation serait en place dans moins de 10 ans et que, dans 5 ans, le point d'inflexion en matière de consommation serait atteint. Or, une année au moins a déjà passé depuis cette anticipation. Quatre ans, c'est un horizon que commencent à percevoir les spéculateurs de tous poils (6).

En réalité, le « pic pétrolier » est ce que LEAP appelle une « anticipation réussie » : sa mise en perspective a permis d'« éviter » le problème. Peur d'une pénurie et d'une explosion des prix, bonnes et mauvaises stratégies de contournement (renouvelable et schiste), le tout combiné à un énorme ralentissement économique et, en point d'orgue, un agenda écologique dont on notera la reprise active depuis cette année (7), et le monde est « prêt » à clore l'ère pétrole... À ceci près que les acteurs existentiellement liés à cette matière première vont se faire violemment entendre avant de disparaître.

Là encore, que nos lecteurs ne se méprennent pas : le pétrole continuera encore longtemps à être utilisé pour faire tourner moteurs et usines du monde (il a même à nouveau de nombreuses années devant lui puisque le risque de pénurie est ainsi repoussé de plusieurs décennies), mais l'« ère » du pétrole souverain se termine et cela constitue bien sûr un changement systémique.

Dans la partie Télescope, nous élaborons sur les conséquences de la crise systémique pétrolière, sur les marchés financiers notamment. Ces marchés financiers, qui ont bien « résisté » à six longues années de crise, étouffant dans leurs bras mécaniques l'économie réelle et prouvant à quel point ils étaient le nœud du problème, ne survivront pas en l'état au choc que s'apprêtent à encaisser d'une part l'industrie pétrolière, acteur central, et d'autre part le dollar, outil principal de la planète-finance. Mais d'autres bombes sont prêtes à exploser - comme si celle-ci ne suffisait pas...

http://www.leap2020.eu/GEAB-90-est-disponible--Crise-systemique-globale-2015-petrole-monnaies-finance-societes-Moyen-Orient-Tres-Grande_a17292.html

Alerte ! Importants mouvements de capitaux juste avant Noël, soyez préparés !

30 décembre, 2014 Posté par [Benji Les Moutons enragés](#)

Les financiers américains continuent allègrement de tricher et de magouiller dans le silence le plus total! Mais ne vous y trompez pas, il y a de fortes chances que cela soit pareil de partout, dont en Europe. Retirez votre argent des banques, il est encore temps, lorsque le krach financier surviendra, il sera trop tard...

Des fonds d'investissements basés aux États-Unis ont injecté 36,5 milliards de dollars dans des marchés d'actions durant la dernière période hebdomadaire, marquant l'un des plus grands flux enregistrés tandis que les actions américaines ont bondi à des niveaux records selon les données du service Thomson Reuters Lipper de vendredi.

Ces engagements massifs de trésorerie pour la semaine se terminant le 24 décembre étaient les plus importants depuis le début des archives de Lipper en 1992. Les investissements engagés entièrement dans des fonds spécialisés dans les actions américaines ont recueilli 39 milliards de dollars, tandis que les fonds qui investissent dans des actions étrangères ont pour leur part affiché 2,5 milliards de dollars de sorties.

Plus d'informations ici :

<http://www.cnbc.com/id/102297080>

Pour faire bref et simple, les banques ont pris très rapidement votre argent pour jouer avec pendant que vous étiez en train de festoyer lors du réveillon de Noël ...

Ainsi ils jouent avec votre argent, comme dans un casino, s'ils perdent, votre argent c'est à dire vos économies seront peut être utilisées pour combler les pertes en finançant le plan de sauvetage.

Pourquoi pensez-vous que tant de grands banquiers se sont suicidés ces derniers temps ? Ils n'ont pas eu envie de faire partie d'un truc de ce genre ou alors ils en savaient trop...

Cela signifie que vous ne devez pas laissez pas trop d'argent sur votre compte bancaire. En cas de crash, il vous ne pourriez pas avoir accès.

Ou alors vous pourriez peut être perdre votre maison comme ce fut

le cas pour des millions de gens lors du dernier crash. Ils n'en ont rien à faire.

Ne croyez pas les loups de wallstreet ...

Rappelez-vous de ceci:

« C'est un pontage de 7 milliards d'euros et nous ne pourrons jamais rembourser. Ne le foutez pas en l'air, okay ! Ouais, ouais okay ... »

[http://www.businessinsider.com/anglo-irish-bank-tapes-2013-6?](http://www.businessinsider.com/anglo-irish-bank-tapes-2013-6?IR=T)

[IR=T](#)

C'est déjà arrivé et cela pourrait arriver encore...

<http://investmentwatchblog.com/warning-major-move-by-banks-in-one-week-since-1992-be-prepared/>

[La malédiction...](#)

Pâtrick Reymond 30 décembre 2014

[La malédiction](#), ou plutôt, les malédictions pour les énergéticiens en général, et les électriciens en particulier, ce sont, dans l'ordre :

- meilleure efficacité énergétique
- production décentralisée,
- essor des énergies vertes.

La meilleure efficacité énergétique étant, et de loin, la plus grande malédiction attendue. Car un euro dépensé, c'est largement amorti en très peu de temps, 5 ans maxi.

Et après, pour l'utilisateur, c'est que du bénéfice, après. Mais, même les projections sont dans le politiquement correct. On parle d'une hausse modérée des prix (+ 20 %) et 1500 TWh contre 1400.

Visiblement, la possibilité d'une baisse n'est même pas évoquée. Et pour cause, cela entraînerait la mort quasi certaine des opérateurs, et cela indique aussi la faiblesse occidentale.

Les grandes compagnies qui veulent enterrer la démocratie, formalité pénible, s'enterrent elles-mêmes.

Sans démocratie, pas de pouvoir d'achat, pas de consommateurs, exit les grands groupes. Les gueux, ça ne fait pas de très bons consommateurs.

En réalité, aujourd'hui, ce qui pose problème, c'est la consommation même d'énergie, vue, d'en haut, comme un bien, alors qu'à l'origine, elle était la marque d'un progrès technique qui se diffusait. Aujourd'hui, il n'en est plus rien, c'est devenue une rente, pour de grosses multinationales, et ces bêtes là, ça ne sait pas vivre dans un monde décroissant, même si la décroissance est un fait, et pas un souhait.

La production décentralisée, elle aussi, particulièrement de la biomasse, peut difficilement s'industrialiser. Dans la moitié sud de la France, les micros propriétés, reboisés spontanément après la guerre n'intéressent pas les grands opérateurs, et les petites commandes, non plus. Celles-ci, réglées en liquide échappent, largement, de plus à l'économie officielle.

Au contraire, elle marque le capitalisme issu de la base, spontané.

De plus, les grands réseaux de distribution ont besoin, pour se justifier, politiquement, et économiquement, de grands débouchés. Sinon, ils n'ont pas de raison d'exister.

Dernier de la liste, les [productions d'énergies renouvelables](#). Si leur niveau reste encore modeste, ils n'en ont pas moins totalement bousculé les tenants du titre, qui, comme toujours, aiment la concurrence, mais entre gens du même monde seulement, ou cartel.

Le minuscule 1 % de plus d'énergies renouvelables de l'année dernière (et + 25 % au global), on été tellement dur à avaler que ça s'apparente à la cuillère d'huile de ricin des chemises noires.

[Le fioul domestique](#), lui, est en chute libre cette année : - 22 % et 7.2 millions de M3 contre 9.2 en 2013. Le secteur souffre aussi. il est sur la pente d'un déclin naturel de 1.5 % l'an, et ne demande qu'à devenir cataclysmique.

Il souffrait de l'absence de remplaçant, là où il s'était maintenu. Maintenant, avec la granule de bois, cela semble du passé.

NOS ÉDILES PRIS À LEUR PROPRE PIÈGE

29 décembre 2014 par François Leclerc

Ils se sont précipités pour réagir à la convocation des élections législatives, et on se demande bien pourquoi si ce n'est pour mieux souligner leur inquiétude. Sans attendre, Matteo Renzi a nié toute possibilité de contagion à

l'Italie, coiffant au poteau le commissaire européen socialiste Pierre Moscovici qui n'a pas hésité à appeler les électeurs grecs à soutenir les réformes « favorables à la croissance », dans un bel effort de distorsion des enjeux. Puis le FMI a donné les grandes orgues, en annonçant la suspension de son aide jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement, et Wolfgang Schäuble a réitéré son injonction à ce que la Grèce poursuive les réformes engagées, on ne pouvait moins attendre.

En chutant, la bourse grecque a traditionnellement manifesté la crainte des milieux d'affaires, la hausse d'un point du taux obligataire grec n'ayant pas la même portée, vu que le gouvernement grec est de toute manière coupé des marchés financiers, vu également le faible volume des échanges sur le marché secondaire. Mais le calendrier qui se présente désormais recèle d'autres dangers : c'est à la fin février au plus tard qu'un accord devra être trouvé avec la Troïka afin de débloquent le dernier versement de 7,2 milliards d'euros de l'aide accordée, et les autorités européennes comptent sur cette échéance pour influencer les électeurs lors des élections du 25 janvier prochain, si la date est retenue, ou par défaut amener un gouvernement Syriza issu de celles-ci à résipiscence. Ce qui explique dans les deux cas son choix par Antonis Samaras.

Un accord permettant de débloquent ces fonds, qui n'a pu être trouvé avec l'équipe au pouvoir actuelle, pourrait-il l'être demain avec un gouvernement emmené par Syriza ? L'hypothèse est tout aussi ardue que ne l'a été le calcul du premier ministre actuel, qui a été pris à contre-pied quand il n'a pas obtenu la récompense pour bonne conduite qu'il réclamait, sous la forme de la restructuration de dette qui lui avait été promise par les dirigeants européens, qui ont – comme on disait avant que la fée électricité n'arrive dans les foyers – la souplesse d'un verre de lampe.

Un compromis est-il encore possible avec eux ? Tout sera une question de rapport de force et dépendra de l'ampleur de la victoire de Syriza, si elle se concrétise. Raison pour laquelle on peut s'attendre à l'exercice d'un chantage poussé à son maximum sur les électeurs grecs. Mais si un argument ne peut plus être utilisé, c'est celui de la sanction du marché, car il n'est en tout état de cause pas concevable que la Grèce puisse s'y représenter pour négocier des titres autres qu'à courte échéance. Raison pour laquelle il était question de *lignes de crédits de précaution* accompagnant la fin du *plan de sauvetage*.

Un compromis peut-il être trouvé à propos d'une restructuration de dette qui peut prendre bien des formes, sans procéder par une décote franche, mais en favorisant un report des échéances et une diminution des taux ? Pour en arriver là, il faudrait que les dirigeants européens privilégient la recherche d'un compromis et ne soient pas divisés à ce sujet, qu'ils préfèrent négocier plutôt que de prendre le risque d'une sortie de la Grèce de la zone euro, stimulant ceux qui dans leurs pays prônent une telle solution, et pouvant même remettre en cause l'accalmie du marché obligataire obtenue par la BCE, l'obligeant à passer à l'acte pour à nouveau le stabiliser. En d'autres termes, il faudrait qu'ils fassent preuve du sens politique qui leur a toujours manqué en acceptant de faire la part du feu !

Quel serait a contrario l'écho d'une victoire électorale de Syriza ? Les prochaines échéances législatives espagnoles et portugaises peuvent faire craindre un effet sur leur résultat dans ces deux pays qui ont comme la Grèce particulièrement souffert des effets de l'austérité. Dans toute l'Europe, un tel succès pourrait aussi représenter un espoir de changement dans une situation où il n'en était plus question, accentuant la résistance sociale et contribuant à brouiller le jeu politique de l'alternance entre *partis de gouvernement*, et en dernière instance celui de leur coalition. Sans attendre, le leader de Podemos Pablo Iglesias encourage Syriza.

Ce n'est pas tout de jouer avec les foudres du marché, il va falloir aussi le rassurer. Dans un contexte qui s'annonce très tendu, les décisions de la BCE vont être particulièrement attendues le 22 janvier prochain, date de la prochaine réunion de son Conseil des gouverneurs.

L'avenir de la Grèce... et le nôtre

29 décembre 2014 *par Paul Jorion*

Voici donc que l'avenir européen redevient passionnant. Des élections législatives auront lieu en Grèce fin janvier, conséquence de l'impossibilité de nommer dans cette nation un nouveau président de la république, et le parti de *gauche authentique* (je veux dire par là « digne de ce nom ») Syriza en est aujourd'hui le favori.

En Espagne, le parti Podemos, né dans le sillage du mouvement des [Indignados](#), a lui aussi le vent en poupe.

Si bien que la question se pose avec acuité : pourquoi est-ce en France l'extrême-droite qui tire les marrons du feu, alors que l'histoire prouve qu'au moment où les décisions cruciales doivent être prises, l'extrême-droite se mue inmanquablement en chien de garde du système capitaliste aux abois ?

Quand les milieux d'affaire allemands dirent à Hitler : « Maintenant tu mets la pédale douce sur l'anticapitalisme et on est derrière toi ! », l'homme *éminemment réaliste* qu'il était s'est couché comme un toutou. Finis aussitôt les dithyrambes à un *Ordre Économique véritablement Nouveau* ! [Gottfried Feder](#) en sait quelque chose : théoricien entre tous de l'anticapitalisme et, au sommet de sa carrière authentique mentor d'Hitler, il finira au rang beaucoup moins prestigieux de... professeur d'école technique.

Oui, dans sa politique du « ratisser large », le FN a pu en France confisquer la quasi-totalité des thèmes véritablement de gauche, le PS ayant abandonné toute prétention de les revendiquer pour lui.

Pourquoi cette « anomalie-France » ?

Deux raisons à cela selon moi.

La première : l'erreur stratégique insigne du Parti de gauche de s'allier au PC.

La fin de l'empire soviétique, dans le déshonneur de bureaucratie, KGB, apparatchiks, goulag et compagnie, fait de tout PC un « has-been » dont l'image handicapée comme un boulet stalinien tout allié éventuel.

Seconde raison : il y a dans l'éventail révolutionnaire un certain nombre de profils envisageables et il s'agit de choisir le bon.

Passons pudiquement sur le profil « Danton », mangeant à tous les râteliers, « révolutionnaire » peut-être mais surtout agent double, agent triple : du moment qu'il y a du pognon à faire. Il y a ensuite le profil « Robespierre », incorruptible sans doute, mais « politique » encore, au mauvais sens du terme dans le profil bas lors de l'affaire [Cécile Renault](#) (Dieu ait son âme !).

Souhaitons bonne chance à [Pablo Iglesias Turrion](#) de Podemos jusqu'à plus ample informé ! Il y a ensuite le profil « Saint-Just ». Archange ! Solaire !

L'être humain dans sa robe de gala ! Vas-y [Tsipras](#), pour leur montrer qu'autre chose est possible ! Et puis il y a enfin le profil « [Père Duchesne](#) », autrement dit [Jacques-René Hébert](#), haut en couleurs et toujours le juron aux lèvres : sa « grande colère contre les jean-foutre » en permanence en

bandoulière !

Le problème du Père Duchesne et de ses invectives « plus vite que son ombre » – qui est ce à quoi la France a seulement droit – est qu’il fait sourire sans doute, par ses imprécations, mais personne n’ira jamais voter pour lui !

P.S. : Essayons en Belgique, avec *Hart boven Hard* et *Tout autre Chose*, de tirer de tout ceci [les justes leçons qui s’imposent](#).

Les énormes progrès de la NSA pour défaire la sécurité sur Internet

Le Monde.fr | 28.12.2014 | Par [Martin Untersinger](#) (Hambourg, envoyé spécial)

Depuis plusieurs mois et le début des révélations d’Edward Snowden, les experts en sécurité informatique et les défenseurs de la [vie privée en ligne](#) ne savent plus à quel saint se [vouer](#).

Révélation après révélation, les documents exfiltrés par le lanceur d’alerte américain au sujet de la NSA témoignent de la puissance de l’agence de renseignement et de sa capacité à [percer](#) les protections les plus robustes sur Internet. La question qui revenait sur toutes les lèvres était à la fois simple et complexe : quel outil lui résiste encore

» [Lire aussi : Affaire Snowden : comment la NSA déjoue le chiffrement des communications](#)

Au Chaos Communication Congress de Hambourg, un festival de quatre jours traitant notamment de sécurité informatique, les deux journalistes américains Jacob Appelbaum et Laura Poitras ont finalement apporté, dimanche 28 décembre, des réponses à cette question.

Lors d’une conférence, les deux journalistes ont présenté de nouveaux documents – [également et simultanément publiés dans *Der Spiegel*](#) – issus du stock soustrait par Edward Snowden. Ceux-ci révèlent que plusieurs outils, programmes ou langages informatiques posent de gros problèmes à la NSA lorsqu’il s’agit de les [percer](#) à jour. Ces documents, datent de 2012, mais [le magazine](#) allemand explique qu’ils ont de grandes chances d’être encore valables aujourd’hui.

Des outils résistent

Les outils dont la robustesse résiste à la NSA sont peu nombreux : GnuPG, qui sert à la protection des courriels, Tails, [un système d’exploitation](#)

« [amnésique](#) », OTR, un protocole informatique protégeant la confidentialité des [discussions](#) instantanées, les applications développées par le collectif Whispersystems ([comme Signal](#)), Truecrypt, un système de chiffrement des documents [dont l'interruption mystérieuse a suscité de nombreuses interrogations](#) et Tor, un navigateur permettant notamment une navigation anonyme sur Internet.

Les efforts de la NSA à l'encontre de Tor étaient déjà connus. Les nouveaux documents publiés montrent que ces efforts sont restés, pour le moment et jusqu'en 2012 au moins, sans effets.

» Lire : [TOR, logiciel clé de protection de la vie privée, dans le viseur de la NSA](#)

« *Je voulais [faire](#) une conférence positive* » explique Jacob Appelbaum, qui a fait [applaudir](#) par les 3 500 personnes massées dans l'auditorium du [centre](#) des congrès de Hambourg les développeurs de certains de ces outils.

De nombreux outils peu fiables

Lui et Laura Poitras n'ont cependant pu [éviter](#) l'énumération de quelques-uns des outils de protection des communications qui n'ont pas résisté à la NSA. Cette liste témoigne de l'ampleur des ressources consacrées par la NSA et certains de [ses](#) alliés à [défaire](#) certains des principaux moyens de protection des communications sur Internet.

Der Spiegel écrit par exemple que les connexions dites « https », où le « S » signifie « sécurisé » n'ont « *plus grand-chose de vraiment sécurisé* ». Selon un des documents publiés par le magazine allemand, la NSA prévoyait de « *casser 10 millions de connexions en https d'ici la fin de l'année 2012* ». Ce type de protection permet à un internaute d'être certain de se [connecter](#) à un site authentique (de sa banque par exemple), et empêche un intermédiaire d'intercepter des informations qu'il lui transmet. Elle est utilisée quotidiennement par des centaines de millions d'internautes dans le monde entier, parfois sans même qu'ils s'en aperçoivent.

D'autres moyens de protection sont également à portée de la NSA, comme SSH, une technique pour [connecter](#) de manière sécurisée deux ordinateurs entre eux, largement utilisés par les informaticiens. Plus inquiétant, les documents indiquent que la NSA peut s'attaquer avec succès aux VPN

(« réseaux privés virtuels »). Cette technologie, derrière son nom obscur pour le grand public, est pourtant centrale pour la sécurité de nombreuses [entreprises](#), qui les utilisent par exemple pour [accéder](#) depuis l'extérieur à leur réseau interne. Douze agents de la NSA ont ainsi été chargés de [passer](#) outre le VPN utilisé par le gouvernement grec, indique un des documents.

Une « guerre contre la sécurité sur Internet »

Pour [contourner](#) ces robustes protections, la NSA a recours à « *tous les moyens disponibles* », écrit *Der Spiegel*, des super-ordinateurs capables de milliards de calculs à la seconde à l'envoi d'agents sous couverture pour [tenter](#) d'influencer le développement de ces moyens de protection. Ces moyens déployés ne sont pas surprenants : selon un document de la NSA reproduit par *Der Spiegel* le chiffrement des communications (et donc la confidentialité d'une part croissante des échanges sur Internet) est aujourd'hui « *une menace* » pour l'agence.

Ces nouveaux documents éclairent un peu plus ce que le magazine allemand décrit comme « *une guerre contre la sécurité sur Internet* ». Une sécurité, rappelle-t-il encore, qui est loin d'être l'apanage des terroristes ou des criminels, mais qui protège des centaines de millions d'internautes dans leur utilisation quotidienne d'Internet.

Les centaines d'activistes et militants qui ont applaudi, debout pendant plusieurs minutes, à la fin de la présentation de ces documents ont donc de quoi [avoir](#) la migraine devant les capacités de la NSA. Mais aussi de quoi se réjouir : « *ce n'est pas sans espoir, la résistance est possible* » a ainsi lancé M. Appelbaum. « *Le [logiciel](#) libre et une cryptographie bien implémentée fonctionnent.*

Moscou envisage l'attaque nucléaire en cas d'agression

Publié par Rorschach lundi 29 décembre 2014



Le Kremlin a publié ce vendredi 26 décembre la nouvelle version de la doctrine militaire de la Russie, approuvée par Vladimir Poutine, qui pointe l'Otan comme une menace fondamentale pour la sécurité du pays. Deux jours plus tôt, l'Ukraine a fait un pas vers l'Alliance atlantique en abandonnant son statut de pays non aligné.

La doctrine militaire russe s'inquiète ainsi du «renforcement des capacités offensives de l'Otan directement aux frontières de la Russie, ainsi que des mesures prises pour déployer un système global de défense antimissile» en Europe orientale.

Troupes aux frontières de la Russie

Moscou a dénoncé à plusieurs reprises la décision de l'Otan de positionner des troupes dans plusieurs pays membres situés aux frontières russes, tels que les pays baltes ou la Pologne, ainsi que le projet américain de bouclier antimissile en Europe orientale.

Le caractère défensif de la doctrine militaire russe est toutefois conservé, mettant l'accent sur un engagement militaire de la Russie seulement à condition que toutes les solutions non violentes soient épuisées.

Elle note que la «probabilité d'une guerre d'envergure contre la Russie a diminué», mais liste cependant une série de menaces qui se sont intensifiées

dans certains domaines tels que les revendications territoriales, «l'ingérence dans les affaires internes» des Etats et l'envoi d'armes stratégiques dans l'espace.

Attaque nucléaire en cas d'agression

La nouvelle doctrine militaire russe introduit aussi le concept de «dissuasion non-nucléaire», qui passe par le maintien à un haut niveau de préparation des forces militaires conventionnelles.

La Russie se réserve toutefois le droit d'utiliser son arsenal nucléaire en cas d'agression contre elle ou ses alliés ou en cas «de menace pour l'existence même de l'Etat». Mais le terme d'«attaque préventive» n'apparaît pas, contrairement à ce qu'avaient affirmé plus tôt certains médias russes.

Moscou indique également qu'une des principales tâches de ses forces armées en temps de paix sera d'«assurer les intérêts nationaux de la Russie dans l'Arctique», une région stratégique pour le développement économique et l'approvisionnement énergétique futur de la Russie, disputée par les Etats-Unis et le Canada.

La Grèce entre Charybde et Tsipras

Par [JEAN MARC VITTORI](#) | 30/12/2014 | [LeMonde.fr](#)

Il y aura donc des élections législatives en Grèce le 25 janvier prochain, après l'échec de l'élection présidentielle hier. Cet événement politique est aussi économique, pour une raison toute simple : les sondages donnent le parti d'extrême-gauche Syriza vainqueur. Et le parti d'Alexis Tsipras, surnommé chez nous le Mélenchon grec, promet de casser la rigueur. Ce serait une rupture majeure avec la politique poursuivie en Grèce depuis cinq ans. Avec trois effets. D'abord, l'arrêt de la perfusion installée par l'Europe et le FMI pour financer l'Etat grec. Le FMI a d'ailleurs annoncé hier la suspension de ses versements. Ensuite, la faillite de l'Etat grec, incapable de rembourser ses dettes. Enfin, la perspective d'une sortie de l'euro, qui pourrait faire exploser la monnaie unique.

Cette perspective, qui a fait beaucoup jaser sur les places financières, n'est cependant pas très crédible. Ces derniers mois, Tsipras a mis beaucoup d'eau

dans son vin qui était très rouge – preuve que l’approche du pouvoir rend souvent réaliste. Il ne parle plus de sortir son pays de la zone euro, une décision qui laminerait le pouvoir d’achat des électeurs. Il sera obligé de composer avec la fameuse troïka Commission européenne-Banque centrale européenne-FMI, à la fois pour former une coalition stable de gouvernement et pour préserver la perfusion financière du pays. La seule promesse qu’il pourra vraiment tenir, c’est de ne pas rembourser la dette publique grecque.

Est-ce vraiment grave ? De toute façon, cette dette ne sera pas remboursée. Quand les ennuis de la Grèce ont commencé il y a cinq ans, sa dette publique était de 170% du PIB. C’était insupportable. Aujourd’hui, après un énorme coup d’éponge donné par les prêteurs, cette dette atteint... 175%, avec des perspectives de croissance beaucoup moins fortes qu’en 2009. C’est donc au moins aussi insupportable. De toute façon, les Grecs ne pourront pas tout payer. La vraie question, c’est de savoir quand nous l’admettrons.

Derrière cette stagnation du fardeau de la dette, il y a tout de même eu un changement majeur après cinq ans de crise. Avant, la Grèce devait l’argent à des banques, des investisseurs privés. Un défaut de paiement risquait de faire tomber une banque qui en aurait fait chuter une autre puis encore une autre. Il y avait un risque systémique. Aujourd’hui, les prêteurs, ce sont d’abord les Etats européens, pour près des deux tiers du total. En cas de problème, c’est vous et moi qui allons payer la facture avec nos [impôts](#). C’est apparemment plus simple et moins risqué – sauf que ça provoquerait des réactions politiques musclées, en Allemagne, en France et ailleurs. L’odyssée grecque révèle une vérité longtemps masquée : **une union monétaire finit toujours par entraîner une solidarité budgétaire. Ou sinon, elle explose.**

Jean-Marc Vittori

Petit Papa Noël, tu vas avoir fort à faire

Hashtable 23 décembre 2014 République du Bisounoursland

Petit Papa Noël, dans quelques jours, quelques heures maintenant, tu descendras du ciel, avec, peut-être, des cadeaux par milliers. Avant de partir, il faudra bien te couvrir : dehors tu vas avoir si froid, le réchauffement climatique n’est pas là et c’est certainement à cause de moi.

Petit Papa Noël, quand tu descendras du ciel, tu auras fort à faire. Il y en a,

des arrêts à faire et des foyers à visiter. Déjà, tu pourras aller voir François : même si, ces derniers mois, il n'a pas été sage, il croit tout de même beaucoup en toi. Trop, peut-être. Ensuite, tu pourras visiter chacun des clowns et des sous-fifres qui travaillent pour lui. Beaucoup ne croient plus à rien du tout, ni en toi ni au reste, mais le petit air de pipeau qu'ils jouent habituellement ira merveilleusement bien avec le son tintinnabulant des grelots de ton chariot.



Petit Papa Noël, ici, on a bien besoin de toi. La situation n'est guère réjouissante, et ne va pas en s'améliorant. Comme tous les autres artisans, commerçants, indépendants et professions libérales, le marchand de sable est passé ... à la caisse. En sous-effectif, il n'a pas pu livrer tout son sable et certains enfants ne font pas dodo. Pour te réchauffer, ils brûleront une ou deux voitures. Avec ta hotte sur le dos, tu vas pouvoir commencer ta distribution de surprises. On les espère bonnes, pour changer. Mais n'attends pas le son de cloches des églises, qui résonnent de moins en moins (pour éviter de froisser des oreilles laïques). Les seules qui résonnent encore vraiment dans ce pays sont élues.

Petit Papa Noël, quand tu descendras du ciel, amène une cargaison de réconfort, ou, à défaut, de mouchoirs. Ces dernières années, l'État a remplacé la charité et tes petits cadeaux par une solidarité millimétrée et rigoureusement encadrée par la loi, et il n'aime pas trop la concurrence. Il te faudra aussi bien du courage à distribuer à tous ceux qui ont encore envie de

travailler dans ce pays, et à ceux qui veulent vérifier si ailleurs, par hasard, l'herbe ne serait pas plus verte. N'oublie pas dans ta grande hotte des conteneurs entiers de résignation pour ceux qui restent sans le vouloir, et d'abnégation pour tous ceux qui payent sans jamais rien voir en retour.

Petit Papa Noël, il me tarde que le jour se lève sur une nouvelle ère.

Malheureusement, celle qui se profile n'est pas belle à voir. Mais, Petit Papa Noël, sois cependant assuré qu'il reste encore beaucoup d'hommes et de femmes de bonne volonté. S'ils sont très silencieux, ils n'en sont pas moins lucides. Leur jour approche.

La lente montée en puissance de l'éolien offshore

Pierre Leger / Entrepreneur en conseils et audits environnementaux. | Le 30/12 LesEchos.fr



Alors que les éoliennes investissent peu à peu les côtes littorales françaises, le secteur offshore a encore besoin de temps pour diminuer et ses coûts et former sa main-d'oeuvre.

Une école pour l'éolien en mer va ouvrir dans la région Haute-Normandie en 2016, ont fait savoir fin novembre EDF Energies Nouvelles et le Campus des Métiers CMQ3E. Sa création correspond au projet de construction du parc éolien en mer de Fécamp, qui requerra une main-d'œuvre qualifiée formée aussi bien aux enjeux d'exploitation que de maintenance d'un parc éolien.

Un lieu de formation indispensable selon Nicolas Mayer-Rossignol, Président de la Région Haute-Normandie : "La Haute-Normandie est la première région de France pour l'éolien en mer. La création de ce chantier-école, le premier normand, est décisive pour la formation des futurs ingénieurs, techniciens, salariés, ouvriers. Avec ce chantier-école, la Région, aux côtés de l'Académie et des entreprises, proposera une offre de formation en adéquation avec les exigences de ces nouveaux métiers".

Son expertise, ses technologies et ses professionnels dans l'éolien sont un des atouts majeurs que la France a tout intérêt à renforcer dans sa volonté de développer l'éolien en mer. L'éolien est l'une des énergies renouvelables sur laquelle la France mise le plus pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés dans le cadre du Grenelle de l'environnement, à savoir passer à 23 % d'énergies renouvelables dans sa consommation énergétique.

Où en est la filière en France ?

Dans ce contexte, mardi 2 décembre, le chef du gouvernement Manuel Valls a inauguré la toute [nouvelle usine Alstom à Saint-Nazaire](#) (Loire-Atlantique) dans laquelle seront assemblés les générateurs et les nacelles de ses éoliennes Haliade 150. C'est à Cherbourg que seront fabriqués les mâts et les pales.

Le Premier ministre a par ailleurs souligné que deux appels d'offres ont déjà permis de lancer la construction de six parcs offshore, pour une puissance totale de 3 000 MW : "on estime que 10 000 emplois directs et indirects vont être créés en France pour satisfaire cette ambition". Sur les 6 parcs, Alstom en a décroché trois (Saint-Nazaire [Loire-Atlantique], Courseulles-sur-Mer [Calvados] et Fécamp [Seine-Maritime]) en partenariat avec EDF Energies nouvelles dont l'éolienne est la filière principale et pour laquelle le groupe est également en train de s'assurer la maîtrise des métiers attachés.

Ce n'est qu'un début, et le chemin à parcourir avant de rendre puissante la filière éolienne est encore long. Le gouvernement s'est engagé à mettre en service 6 gigawatts d'éolien offshore en 2020 (25 000 au total avec l'éolien terrestre), "qui ne seront pas réalisés avant que la dynamique soit lancée", admet le président du SER, Jean-Louis Bal. Pour le moment, l'éolienne ne représente même pas 3 % de l'électricité produite actuellement. La France doit donc accélérer le déploiement de la filière.

"Les prix diminueront"

Au cours des mois de novembre et décembre 2014 ont eu lieu les 10es Assises de l'économie de la Mer et du Littoral au cours desquels acteurs

privés et institutionnels se sont réunis pour débattre de l'économie des filières en mer. Le SER a également organisé à Paris une conférence sur la place et les enjeux de l'éolien offshore en France. Ce fut l'occasion pour les industriels de revaloriser ses atouts et les bénéfices à récolter sur le long terme.

Il était notamment question de revenir, outre sur les atouts écologiques évidents d'une technologie qui ne rejette pas de gaz carbonique et qui ne défigure pas les paysages, sur les coûts de la filière, très critiqués. Il est vrai que selon les estimations, les éoliennes offshore sont plus coûteuses que les éoliennes terrestres.

"On reproche souvent à l'éolien offshore d'être trop cher, mais nous sommes dans une courbe d'apprentissage, les prix diminueront", a fait valoir Jean-Louis Bal, président du SER. D'autant que les enjeux en termes de développement industriel, d'emploi, d'effets sur la balance commerciale et d'enjeux à l'export sont considérables".

Les coûts pourraient effectivement diminuer avec le temps, les éoliennes en mer étant plus productives que les éoliennes terrestres du fait de leur taille plus conséquente et de la régularité et de la force du vent marin. À titre de comparaison, elles sont en mesure de produire en moyenne une capacité de 5 MW (soit 15 000 MV d'électricité par an) alors que les éoliennes terrestres plafonnent à 3 MW.

Le calendrier des prochains mois prévoit que l'État lance le troisième appel d'offres pour l'installation de plusieurs centaines de mégawatts au large des côtes françaises. Plusieurs zones ont déjà été identifiées. La déléguée générale adjointe du SER, Marion Lettry, a précisé que les consultations publiques devraient se terminer en avril 2015.

Pierre Leger / *Entrepreneur en conseils et audits environnementaux*

Monkey's Weekly Rewind - Episode 64

Bavé par Lolo le 19 décembre 2014

« Si tu dois 1000€ à ta banque, c'est ton problème. Si tu dois 1 million, c'est le problème de la banque » Dictionnaire populaire

INDICES ACTIONS	COURS AU 18/12/2014		VARIATION hebdo		DEPUIS LE 01/01/2014
CAC 40	4250	↑	0,69%	↓	-1,39%
S&P 500	2062	↑	1,33%	↑	11,40%
Nikkei	17600	↑	1,32%	↑	7,65%
Hong-Kong	23117	↓	-0,49%	↓	-1,25%

Variations en trompe-l'œil sur les marchés boursiers, car s'ils affichent d'une semaine sur l'autre une progression, elle s'est fait à l'occasion d'un spectaculaire trading en V, un violent rebond succédant, à compter de mardi après-midi, à un début de semaine compliqué.

C'est Mme Yellen qui a amplifié le mouvement mercredi, car si la Fed dans son communiqué n'a rien dit de spectaculaire ou très différent de ce que les gens attendaient, ce sont 2 affirmations qui ont calmé tout le monde. D'abord, que la **chute du pétrole serait in fine et, tout compte fait, plutôt positive pour l'économie US** et ensuite, que la FED pouvait être patiente pour remonter ses taux, alors même que les freins à la croissance sont progressivement levés. Le manque de liquidités et les positions plutôt short des opérateurs en cette fin d'année ont fait le reste, permettant au Dow Jones de gagner 700 points, ou 4,5% en 2 jours, assez rare pour être souligné. Le sujet n'est pas que la Fed ait raison ou tort dans ses analyses (Mme Yellen notamment avait estimé fin 99 qu'il n'y avait pas de bulle boursière, ni de bulle immobilière en 2007), c'est que le marché pense qu'elle a raison, jusqu'à preuve du contraire (c'est aussi vrai pour la BCE et la Boj).

Dans le reste de l'actualité, on notera que le 1^{er} tour de l'élection du président grec n'a pas permis, comme prévu, d'élire le candidat du 1^{er} ministre : il a obtenu 160 voix (contre 200 requises). Le second tour donnera le même résultat et l'heure de vérité sera bel et bien le 3^{ème} tour : 180 voix nécessaires, ce qui semble aujourd'hui compliqué (**les 160 voix du 1^{er} tour sont plutôt dans le bas des estimations**). J'ai entendu ici ou là que les députés reviendront à la raison, de peur de devoir retourner vers les électeurs : je pense que cette analyse est erronée car ceux qui ont tout à perdre d'élections législatives anticipées sont précisément ceux qui ont voté oui... les derniers sondages promettant à ceux qui ont voté non plus de sièges, voire la

majorité ! La date à retenir est le 29 décembre.

Enfin, pour ce dernier numéro de 2014, avant que les analystes, économistes, stratégestes de tous horizons (les fameux « **professional forecasters** » de la FED et de la BCE) nous abreuvent de leurs certitudes pour 2015, un petit retour s'impose sur les plus grands consensus de 2014 :

- Retour de la croissance en zone euro : non seulement elle n'est pas revenue, mais elle s'est encore dégradée
- Pas de risque de déflation : c'est vrai, la zone euro dans son ensemble n'y est pas encore, mais c'est tout près
- Les taux vont remonter : un investisseur ayant acheté une OAT 10 ans début 2014 a enregistré une performance de +10% !
- Les investisseurs n'auront pas d'autre choix que d'acheter des actions : le CAC, comme l'EurostoXX, font 0
- Le Japon est reparti sur le chemin de la prospérité : la hausse de la TVA a tué toute velléité de reprise, a tel point qu'il a fallu que la Boj accélère son programme de rachat d'actifs. Quand l'effet de base de cette hausse sur l'inflation aura disparu, on s'apercevra que le Japon est toujours en déflation
- Les matières premières sont une bonne diversification pour un portefeuille : -47% pour le Brent, et des baisses prononcées pour la plupart des matières premières !
- Il n'y a finalement que sur 3 grands sujets que le consensus ne s'est pas trompé : la croissance américaine, la hausse de la bourse américaine (qui enregistre sa plus belle performance historique en 6 ans depuis..... toujours, c'est-à-dire qu'elle a monté ces 6 dernières années plus que de 1924 à 1929 ; 1949 à 1955, 1982 à 1987 ou encore 2003 à 2007 !) ainsi que les resserrements de spreads sur les pays périphériques en zone euro.

La conclusion ? Regardez bien les consensus pour 2015 ; le plus probable est que ça ne se passe pas comme prévu :)

TAUX DE RÉFÉRENCE	TAUX AU 18/12/2014		VARIATION hebdo		DEPUIS LE 01/01/2014
Eonia	-0,025%	→	0,000%	↓	-0,135%
Euribor 3 mois	0,081%	↓	-0,002%	↓	-0,199%
Euribor 12 mois	0,330%	↑	0,002%	↓	-0,221%
2 ans	-0,01%	↓	-0,01%	↓	-0,33%
5 ans	0,23%	↓	-0,03%	↓	-0,87%
10 ans	0,90%	↓	-0,06%	↓	-1,52%
Spread 10A Fra/All	0,28%	↑	0,02%	↓	-0,30%
Spread 10A Ita/All	1,33%	↓	-0,07%	↓	-0,87%
Spread 10A Esp/All	1,10%	↓	-0,12%	↓	-1,10%

Les inquiétudes sur la Grèce sont pour le moment très limitées, le marché se disant qu'en tout état de cause, la BCE agira. Le taux moyen pondéré en zone euro sur les emprunts à 10 ans a baissé de 1,2% en 1 an... Ce qui serait une excellente nouvelle si l'inflation n'avait pas baissé d'autant, laissant les taux réels aux mêmes niveaux.

DEVICES & COMMODITIES	COURS AU 18/12/2014		VARIATION hebdo		DEPUIS LE 01/01/2014
EUR / USD	1,2286	↓	-1,02%	↓	-10,52%
Pétrole brut (en USD)	59,35	↓	-7,27%	↓	-46,48%
Or (en USD)	1198	↓	-2,36%	↓	-0,66%

Si on m'avait dit ça... moins de 60\$ sur le pétrole !

C'est sur cette bonne nouvelle que je conclus l'année 2014 (je ne m'exprimerai sur la dissolution du parlement grec qu'en 2015 😊)

Merci à tous ceux qui me lisent, de vos retours et commentaires. Bonnes fêtes de fin d'année à tous, et rendez-vous le 9 janvier (ça laisse largement le temps de récupérer).

[Comment la baisse du prix du pétrole va redistribuer les cartes de la croissance mondiale en 2015](#)

Denis Ferrand Atlantico 30 décembre 2014

Le principal événement survenu depuis l'automne est le recul de plus de

35% du cours du baril de pétrole en dollars. Ce recul est propice à une accélération de la croissance dans les économies importatrices nettes de produits pétroliers au premier rang desquelles figurent celles de l'OCDE. La trajectoire du renforcement progressif de la croissance dans ces dernières en même temps que fléchirait la croissance des économies émergentes est confortée.

Un nouveau découplage est à l'œuvre depuis le printemps 2014 entre, d'une part, les Etats-Unis dont la croissance accélère et, d'autre part, la zone euro, voire le Japon qui sont aux portes de la récession et de la déflation. Il pourrait se prolonger en 2015.

Le consommateur américain au rendez-vous de la désinflation

La raison première incombe à la plus forte sensibilité relative de l'économie américaine aux évolutions du cours du baril : la consommation de pétrole représentait l'équivalent de 4,3 % du PIB outre Atlantique en 2013, cette proportion était inférieure à 3 % en zone euro. Elle était de 3,8 % au Japon. L'effet de restitution de pouvoir d'achat occasionné par la baisse des prix des produits énergétiques sera ainsi, toutes choses égales par ailleurs, plus élevé aux Etats-Unis qu'en Europe. C'est d'autant plus vrai que la dépréciation de l'euro et du yen contre le dollar a atténué l'impact de la baisse du prix du pétrole pour l'Europe et le Japon.

L'impact de cette restitution sur l'évolution de la consommation est déjà perceptible aux Etats-Unis avec l'accélération des ventes au détail. Toutefois, la baisse du prix du pétrole vient fragiliser la rentabilité des investissements qui avaient été réalisés outre-Atlantique dans le domaine de l'énergie. Après avoir déjà reculé depuis début 2014, ce type de dépenses pourrait voir sa chute amorcée en 2014 s'accélérer privant l'investissement productif américain d'un important élément de soutien.

Un contre-choc pétrolier émoussé

Pour positive qu'elle apparaisse pour la croissance des économies les plus développées, la baisse du cours du baril n'exercera probablement pas d'impact aussi marqué que lors des précédents contre-chocs pétroliers. Au-delà de l'ampleur et de la durée de la baisse du prix du pétrole (dont nous

retenons qu'un point bas serait touché début 2015), la raison principale tient au niveau initial des taux d'intérêt partout proches de zéro. La décrue d'inflation, voire l'inflation négative qui s'observera dans certains pays en 2015 ne sera donc pas propice à une baisse des taux nominaux contrairement à ce qui s'était produit lors des contre-chocs précédents.

D'une manière générale, l'orientation des politiques monétaires est désormais à front renversés entre les Etats-Unis, voire le Royaume-Uni d'une part, la zone euro et le Japon voire la Chine, d'autre part. Le dégonflement de la taille du bilan de la FED est amorcé et l'accélération des créations nettes d'emplois dans le secteur marchand créent les conditions d'une première hausse des taux directeurs que interviendrait au second semestre 2015. A l'inverse, la BCE est engagée dans des velléités de gonflement de la taille de son bilan (via les opérations de refinancement de très long terme ciblées en fonction des crédits alloués à l'économie) et de réduction du risque porté par le secteur bancaire (via notamment les achats d'ABS). Ces outils sont jusqu'à présent loin d'avoir atteint leurs objectifs.

Le canal du crédit manque toujours en Europe

Le canal de transmission de la politique monétaire européenne vers l'activité réelle n'est toujours pas rétabli. Les flux de crédit au secteur privé résident ne parviennent pas à décoller, signe d'une langueur persistante de l'investissement. La dérive de ce dernier est redevenue nulle sur un an. C'est bien le grippage du moteur de l'investissement qui bride la croissance européenne, moteur que la baisse ininterrompue des taux d'intérêt ne parvient pas à faire redémarrer. En ayant franchi à la baisse le seuil de 1 %, les taux allemands comme français sur obligations d'Etat confinent désormais bien plus au standard japonais qu'ils ne s'inscrivent dans le régime américain.

Cette situation se prolongera en 2015 bien que les risques latents de déstabilisation de la zone euro demeurent.

Des mouvements de change de grande ampleur en Asie

La difficulté à faire repartir durablement l'économie a justifié l'amplification du recours à l'arme monétaire au Japon. En conséquence, le yen s'est à nouveau vivement déprécié occasionnant un bouleversement de grande ampleur de la grille de changes en Asie. En l'espace de deux ans, le yuan chinois s'est ainsi apprécié de 54 % contre le yen. La dépréciation du yen

vient fragiliser la position compétitive de plusieurs économies de la région insérées dans les processus de production de firmes japonaises.

L'appréciation du yuan s'est ainsi probablement opérée à un rythme plus rapide que souhaité par les autorités chinoises. Elle accentue le risque d'un ralentissement de la croissance plus vif qu'anticipé. Toutefois, outre que la Chine apparaît comme un des gagnants à la redistribution du pouvoir d'achat associé à la baisse du cours du baril de pétrole, elle dispose encore de marges de manœuvre budgétaire et monétaire qu'elle ne se prive pas d'user. C'est la poursuite d'un ralentissement graduel de l'économie chinoise que nous privilégions avec un fléchissement confirmé de l'investissement qui amènerait la croissance au voisinage de la marque de 7 % en 2015.

Situation pré-récessive en Russie

Russie, Venezuela, Iran, Nigéria sont parmi les principaux perdants au transfert mondial de ressources associé aux mouvements du prix du baril. C'est d'autant plus vrai que ce choc se greffe sur des circonstances géopolitiques lourdes. Ce sont autant de pays pour lesquels un fléchissement marqué de la croissance est désormais probable sinon une franche récession, à tout le moins en 2015. C'est notamment le cas de la Russie confrontée au triple choc de la baisse du prix du pétrole, de la dépréciation massive du rouble et d'un surcroît d'inflation associé à l'exercice des sanctions internationales, triple choc que la Banque de Russie ne parvient pas à endiguer en dépit de relèvements successifs des taux directeurs et de défense de la parité de la devise.

Ces mouvements de grande ampleur dessinent au total une carte de la croissance mondiale fortement contrastée. Celle-ci serait au total identique en 2015 et 2014 (+3,1 % les deux années pour le PIB mondial). Elle recouvrirait toutefois des situations très disparates entre une Amérique latine (et en particulier le Brésil) en panne de croissance, des Etats-Unis dont la croissance atteindrait un pic en 2015, un continent asiatique en panne d'accélération et une zone euro dont l'activité serait soutenue en premier lieu par les circonstances extérieures.

Cette redistribution de la croissance mondiale un peu plus en faveur des économies de l'OCDE en 2015 n'empêchera toutefois pas ces dernières de voir leur poids économique devenir inférieur à celui des économies que nous

rangeons sous le vocable d'émergentes l'an prochain (après que la Chine ait dépassé les Etats-Unis en 2014), signe du basculement majeur qui s'est opéré sur une très brève échelle de temps.